Avant de commencer, je voudrais confirmer ce qui a été dit et qui paraît fort important pour éviter toute ambiguïté par la suite, c'est le fait que les rejets dits "pluviaux" doivent être considérés sous le double aspect, des surverses de réseaux unitaires d'une part (mélange d'eaux usées et d'eaux de ruissellement) et des rejets d'eaux de ruissellement de réseau séparatif, d'autre part. L'exposé qui suit concerne la totalité de ces rejets. Pour de nombreuses agglomérations, on peut estimer que les pollutions apportées par les surverses unitaires sont globalement les plus dommageables.

Je vais parler, d'une part de l'importance des dommages et d'autre part, de la définition d'un programme incitatif et des conditions de sa mise en oeuvre, en ce qui concerne la pollution apportée par les eaux pluviales.

Rappelons que la loi sur l'eau de 1964 nous conduit à distinguer les trois domaines suivants :

- o **Pollution** : il s'agit de la pollution apportée par les rejets urbains de temps de pluie, qu'il s'agisse de rejets d'eaux pluviales ou de surverses unitaires;
- o **Modification du régime des eaux** : il s'agit des crues des rivières suburbaines soumises à l'influence hydrologique des zones urbaines imperméabilisées;
- o **Lutte contre les inondations** : il s'agit des inondations en milieu urbain du fait de l'insuffisance des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.

Les agences pourraient envisager d'intervenir **en priorité** (et par ordre de priorité décroissant) :

- o dans le domaine de la pollution où l'initiative des maîtres d'ouvrages fait aujourd'hui largement défaut, car souvent les nuisances ne sont pas subies par la collectivité qui les produit. Dans ce domaine, la **maîtrise des surverses unitaires** devrait constituer un axe privilégié;
- o dans les domaines où la résolution des problèmes relève d'une **logique de bassin hydrographique**, c'est-à-dire sur les aspects "pollution" et "modification du régime hydrologique" des cours d'eau;
- o pour inciter à la mise en oeuvre de solutions qui soient communes aux trois domaines concernés (dépollution, modification du régime des eaux et lutte contre les inondations).

I- EVALUATION DES DOMMAGES

Pour engager la réflexion, nous avons essayé de savoir dans quelle mesure on pouvait évaluer les dommages concernant les aspects "pollution" et dans quelle

Exposé de Monsieur P. TRABUC

Responsable du domaine pluvial
à la Direction Technique
Agence Financière de Bassin Seine-Normandie

POLLUTION DES EAUX PLUVIALES : LE ROLE DES AGENCES FINANCIERES DE BASSIN

mesure on pouvait les évaluer en terme de coût. Pour cela, nous avons distingué quatre domaines qui peuvent être concernés par les rejets urbains de temps de pluie :

- o Santé publique
- o Fabrication d'eau potable
- o Préservation de la vie aquatique;
- o Loisirs et Tourisme.

Pour chacun de ces domaines, nous avons identifié le risque apporté par les rejets de temps de pluie. Ensuite, nous avons essayé de le chiffrer en terme de coûts et, surtout, en cas d'impossibilité d'expliquer pourquoi : c'est une démarche fructueuse sur le plan de la réflexion. Et enfin, à défaut d'avoir défini des coûts de dommage, nous avons recensé les distorsions majeures qui devraient être corrigées au cours des prochaines années. Je vais tenter de résumer brièvement les conclusions de cette démarche.

I-1 Santé publique

- o **Salubrité microbiologique** (germes microbiens) des plages du littoral avec risque pour la baignade et la consommation de coquillages
- o Risques liés à l'**ingestion de micropolluants** tels que P.C.B., cadmium ou hydrocarbures, notamment du fait de la consommation de coquillages ou de poissons contaminés, problèmes que l'on retrouve notamment sur la basse Seine, dans des proportions qui sont sensiblement supérieures aux moyennes nationales.

Peut-on évaluer ces dommages en terme de coûts ? c'est pratiquement impossible pour les raisons suivantes.

En ce qui concerne les germes, les infections provoquées sont diverses (infections cutanées, gastro-entérites, hépatites, typhoïde, ...), et il n'existe pas de recensement des cas cliniques. Donc la conversion en terme de coûts est quasiment impossible.

En ce qui concerne les micropolluants, bien que les teneurs constatées à l'aval du bassin de la Seine dans les coquillages soient sensiblement supérieures à celles de la moyenne nationale, on arrive à suspecter un risque potentiel au niveau sanitaire pour certaines de ces substances où les doses ingérées voisinent les normes maximales de l'O.M.S. Mais la nature des pathologies qui peuvent être provoquées par ces substances, pathologies cumulatives et à long terme, ne permettent pas d'être qualifiées en terme de coûts, parce que les enquêtes épidémiologiques sont pratiquement impossibles.

I-2 Fabrication d'eau potable

C'est un domaine relativement plus facile, puisque les rejets urbains de temps de pluie peuvent provoquer des perturbations dans la fabrication d'eau potable qui sont quantifiables en terme de coûts de réactifs supplémentaires pour permettre d'obtenir une eau satisfaisant aux normes. Les coûts obtenus sont compris entre 0,4 et 2 millions de francs par an en région parisienne. La difficulté toutefois, c'est que certains épisodes accidentels, pourraient entraîner des perturbations pouvant provoquer l'arrêt de l'usine. Dans ce cas, l'évaluation économique devient plus difficile, notamment si les principales usines étaient arrêtées en même temps.

I-3 Préservation de la vie aquatique

Fréquence des mortalités piscicoles induites par les rejets urbains de temps de pluie.

L'enquête est, ici, relativement facile dans son principe : elle consiste à demander aux services chargés de la police de la pêche ou chargés de la police des eaux, quelles sont les mortalités piscicoles et quelles sont les quantités de poissons morts constatées depuis une dizaine d'années ; cela permet de montrer qu'en dix ans, la quantité de poissons morts à l'occasion d'épisodes pluvieux était comprise entre 300 et 500 tonnes de poissons, d'où un coût relativement marginal de l'ordre de 10 à 20 millions de francs sur 10 ans. C'est pas grand chose, mais il est évident que ce seul calcul n'est pas suffisant. Il faut, dans ce cas, considérer la **distorsion majeure** entre l'apparition chaque année ou tous les 2 ans de cas de mortalité de poissons sur la Seine à l'aval de Paris et les efforts consentis, par ailleurs, pour épurer les eaux usées, si ces efforts sont trop fréquemment compromis.

Contamination des écosystèmes par les micropolluants

C'est un domaine de recherche et on est très loin de la quantification économique.

Impact de la pollution pluviale sur les divers usages (Bassin Seine-Normandie)

DOMMAGE	SANTÉ PUBLIQUE		FABRICATION D'EAU POTABLE	VIE AQUATIQUE		LOISIRS ET TOURISME
NATURE DU RISQUE	GERMES PATHOGENES * Affection cutanées (baignades) * Typhoïdes gastro-entériques (ingestion de coquillages)	INGESTION DE POLLUANTS par coquillages et poissons * cancers * altération de la fécondité	- Risque sanitaire - Dépassement de norme de l'eau distribuée	MORTALITES PISCICOLES	CONTAMINATION PAR micro-POLLUANTS	- Pollution visuelle - Image de marque
COUTS	NON - Pas de recensement des cas - Mobilité des personnes - Difficulté d'identifier l'origine des germes	NON - Difficulté pour identifier la cause des cas cliniques - Nombre élevé de produits - Longue période de latence	OUI pour SURCOUT DE FONCTIONNEMENT (400 kF à 2000 kF/an) en région parisienne dangereux si risque d'interruption du service	300 à 900 t de poissons morts en 10 ans soit 9 à 27 MF en 10 ans en valeur marchande	?	? par exemple, impact sur l'économie locale sur le littoral (image de marque en basse saison)
DISTORSIONS	* Dépassement de normes	* Flux de germes-test * Normes * Apports alimentaires	* HC, Cd, PCB * Difficile à montrer sur eau distribuée * L'eau ne représente qu'une partie des apports	OUI	1 an/2 T.S. = 1 an/5	A VOIR

I-4 Loisirs et tourisme

Flux de macrodéchets (pollution visuelle) apportés par les rejets urbains de temps de pluie pouvant nuire à l'image de marque de certaines stations balnéaires (la politique des pavillons bleus) et avoir un impact économique important. Nous n'avons pas pu évaluer toutefois le coût des dommages correspondants.

Préservation de la qualité des rivières suburbaines.

I-5 Conclusion

La conclusion de cette première partie sur l'évaluation des dommages, c'est tout d'abord que **la conversion en coûts** n'est que **très partielle**. Mais cela permet, en tout cas, de mettre en évidence des **distorsions**.

Parmi les plus importantes, qui ont déjà été signalées, il faut souligner la distorsion de ces 10 dernières années, due à la seule approche "**temps sec**" qui ignore en pratique les rejets de temps de pluie et leurs effets polluants. C'est vrai aussi bien du point de vue des mortalités piscicoles que de la qualité bactériologique, en particulier

sur le littoral. C'est une distorsion économique, dans la mesure où les efforts consentis depuis plus de 20 ans, pour l'épuration des rejets permanents, se trouvent donc compromis de façon assez systématique à l'occasion des épisodes pluvieux.

D'autres distorsions sont mises en évidence aussi, entre la France et l'étranger par exemple. En R.F.A., depuis 1977, une recommandation impose le traitement de 90% des flux annuels rejetés par temps de pluie. Cette politique s'est traduite par la mise en oeuvre d'un programme très important de bassins d'orage, dont le coût peut être estimé à environ 1.500F par habitant en investissement.

Une autre distorsion aussi, bien que mineure, devrait être approfondie : c'est celle que nous constatons dans **un département rural** où, en 3 ans, alors que l'Agence a financé une capacité d'épuration supplémentaire de 5.000 équivalents-habitants pour accroître la capacité d'épuration des eaux usées, dans le même temps, la réalisation d'ouvrages de rejets d'eaux pluviales s'est traduite - du fait de branchements clandestins - par un apport d'eaux usées supplémentaires au milieu naturel et du même ordre de grandeur que la capacité d'épuration construite dans le même temps.

On est au coeur de l'antagonisme des fonctions de l'assainissement pluvial.

Enfin dernière distorsion : on pense souvent aux efforts qui sont consentis pour traiter l'eau potable et en particulier les micropolluants qui nous intéressent au titre du pluvial, par exemple le cadmium, les P.C.B. ou les hydrocarbures ; mais, il ne faut pas oublier, au niveau d'une politique de bassin, **l'impact sanitaire** de ces micropolluants et la finalité sanitaire correspondant des actions à engager. En eau potable, le risque est pratiquement nul de voir ingérer ces produits. Alors que par le biais des coquillages et poissons contaminés, les doses peuvent être bien plus considérables. Au niveau d'une politique de l'eau, nous devrions essayer de rendre cohérentes nos approches au regard de la finalité sanitaire.

II- DEFINITION ET MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME INCITATIF

J'en arrive à la deuxième partie : "Définition et mise en oeuvre d'un programme incitatif". Nous distinguerons les objectifs de notre programme d'une part, et les moyens à mettre en oeuvre d'autre part.

II-1 Les objectifs du programme

En ce qui concerne les objectifs, on peut reprendre les thèmes cités précédemment : Santé publique, Eau potable, Préservation de la vie aquatique, Loisirs et tourisme. Je me limiterai à 2 exemples, pour ne pas alourdir l'exposé : l'un concerne la santé publique en zone littorale (figure 1) et l'autre concerne la préservation de la vie aquatique (figure 2).

II-2 Les moyens à mettre en oeuvre.

II-2-1 Les solutions techniques

A titre d'exemple, voici une liste non limitative des solutions possibles :

Contrôle des sources :

- o réduction de la pollution atmosphérique;
- o maîtrise du ruissellement (chaussées poreuses, rétention, infiltration amont);
- o nettoyage des voiries et des surfaces imperméabilisées.

Contrôle du système de collecte :

- o curage préventif des collecteurs ou entraînement forcé des dépôts vers la station d'épuration;
- o nettoyage des chambres à sables
- o gestion du système existant (correction des dysfonctionnements, utilisation de la pleine capacité des collecteurs comme volume de stockage, associée à une télégestion éventuelle);
- o technique de réduction des débits (réduction des eaux parasites, rétention amont sous les constructions ou les parkings, infiltration ou stockage régulation des eaux de ruissellement);
- o transformation d'une partie de réseau unitaire en réseau séparatif (sous réserve d'apprécier l'impact qualitatif des rejets d'eaux pluviales).

Stockage et traitement :

- o stockage en bassins (cavités naturelles ou artificielles);
- o bassin d'orage sur réseaux unitaires (photographie d'un ouvrage enterré). En Allemagne, ces ouvrages sont l'exemple des efforts colossaux entrepris depuis 15 ans. Ces bassins sont conçus pour surverser dans le milieu naturel, en moyenne une fois par an, et les eaux sont en général envoyées vers la station d'épuration pour traitement;
- o traitement (sédimentation, tamisage, gestion des surcharges hydrauliques sur les ouvrages existants, désinfection, lagunage, filtration par le sol, etc ...);
- o traitements spécifiques de certaines eaux de ruissellement en milieu industriel

1.

PRESERVATION DE LA VIE AQUATIQUE

MORTALITES PISCICOLES
sur la Seine à l'aval de Paris

PERIODE DE RETOUR
EN ANNEES

CONTAMINATION PAR LES MICROPOLLUANTS

2.

Munich : Bassin de stockage - régulation sur réseau unitaire

et recherche de synergie en vue de la prévention des pollutions accidentelles.

Mesures appliquées au cours d'eau :

o **oxygénation.** Nous citerons, pour exemple, le bateau oxygénateur (photographie) qui réoxygène la TAMISE, à l'aval de LONDRES, en période critique et qui a donc pour objectif d'éviter les mortalités piscicoles. C'est une solution très économique à l'investissement, qui, transposée à la Seine à l'aval de Paris, serait de l'ordre de quelques dizaines de millions de francs. Le coût de fonctionnement est très élevé, mais la fréquence d'utilisation du bateau est limitée à une dizaine de jours par an, et on arrive à un coût global qui reste tout à fait faible par rapport à d'autres solutions. C'est une solution économique mais d'urgence : on évite la mortalité, mais on traite le problème très à l'aval et on ne s'intéresse pas aux micropolluants. Les Anglais ont également des bassins d'orage sur leurs grosses stations d'épuration, ce que nous n'avons pas encore en France. Ces deux solutions sont tout à fait complémentaires.

Il convient de préciser que la pertinence des solutions précitées devra être étudiée au cas par cas, en fonction des objectifs poursuivis et que l'Agence devra contribuer à améliorer la connaissance dans ce domaine pour rechercher, dans chaque cas, la meilleure combinaison de solutions qui conduirait à satisfaire un objectif au moindre coût.

Bateaux oxygénateurs sur la Tamise

Bassin Seine-Normandie

MONTANT CUMULÉ DES INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES À LA MAÎTRISE DES POLLUTIONS APPORTÉES PAR LES REJETS URBAINS DE TEMPS DE PLUIE

3.

2-2-2 Le coût du programme d'action

Le coût du programme d'actions présenté, ci-après, est volontairement limité à l'aspect dépollution.

La diversité des solutions préventives et curatives, qui permet d'atteindre de tels objectifs, et le fait que leur optimisation ne puisse être menée que cas par cas, rend difficile l'évaluation fine d'un tel programme.

Une première évaluation, même sommaire, doit prendre en compte :

- o le **délai de réalisation** d'un tel programme, qui détermine les charges financières annuelles;
- o la possibilité de **combiner la réalisation d'ouvrages coûteux en investissements** (par exemple, bassins d'orage) avec **des solutions reposant sur des pratiques de gestion**, dont la validité reste à apprécier au cas par cas, en fonction du site et des objectifs recherchés, mais qui pourraient probablement permettre, au moins à titre provisoire, une amélioration significative de certains usages à des coûts très inférieurs (à titre d'exemple, la pratique de curages préventifs ou

l'oxygénation du cours d'eau en période critique constituent des solutions assimilables à des pratiques de gestion).

Trois niveaux d'investissement sont envisagés (figure 3) :

- o **l'hypothèse haute** : c'est la transposition en France de ce qui se fait en Allemagne depuis 10 ans ; en supposant un délai de réalisation d'une trentaine d'années, on arrive sur le bassin Seine-Normandie à un coût de 15 milliards de francs : 50 F/habitant/an;
- o **l'hypothèse basse** : c'est une hypothèse de démarrage qui correspond à un minimum en dessous duquel, on considère qu'on ne ferait aucune action avec des effets tangibles. C'est le cinquième de l'hypothèse haute : 10 F/habitant/an;
- o **l'hypothèse moyenne** : 25 F/habitant/an.

Dans l'hypothèse où l'agence financerait ces travaux à 40 %, le montant des recettes à mobiliser pour l'agence serait donc compris entre 4 et 20 F par habitant urbain et par an. On peut calculer quelle est la répercussion sur le prix de l'eau; en moyenne, on arrive à une fourchette comprise entre 4 et 22 centimes par m³. Le prix

moyen du m3 d'eau vendu est de l'ordre de 8 F. L'incidence reste faible.

II-2-3 Les Agences de Bassin et le financement de la dépollution des eaux pluviales

a) Généralités

Tous les chiffres donnés, ci-avant, résultent d'une approche "technique" ; nous avons également procédé à une enquête auprès d'une dizaine de décideurs, en particulier des administrateurs de l'agence de bassin, des élus, des distributeurs d'eau potable, ... pour savoir si, finalement, une telle politique recevrait leur accord, notamment en ce qui concerne la répercussion sur le prix de l'eau. Mais, a-t-on le droit de répercuter sur le prix de l'eau potable la dépollution des eaux pluviales au sens large ? Les principales réponses données sont les suivantes :

- o un accord général se dessine pour que les Agences de bassin incluent, effectivement, la dépollution des eaux pluviales dans leurs programmes;
- o la répercussion de ces dépenses sur le prix de l'eau est considérée comme un moyen "facile", nécessaire et qui ne peut se justifier que pour partie seulement, si l'on considère que la priorité est la maîtrise des surverses unitaires et que le mélange eaux usées/eaux pluviales déversé est un problème de collecte des eaux usées. La notion de coefficient de collecte, utilisée dans les Agences pour financer "les sujétions de collecte" des eaux usées, permettrait de financer pour partie - par une majoration de ce coefficient - la maîtrise des surverses unitaires. Un consensus assez large se dégage pour dire que cette augmentation est acceptable. Il faut noter, d'ailleurs, que dans cette hypothèse, la partie non financée par l'Agence risque de se répercuter sur l'impôt;
- o un consensus se dégage également, pour reconnaître que cette solution n'est pas suffisante. Il faut également réfléchir à une autre assiette, car la dépollution des eaux de ruissellement strictes ne peut être répercutée valablement sur le prix de l'eau potable, puisque le volume des ouvrages à réaliser dépend, non pas du volume d'eau potable consommé, mais évidemment du volume des eaux précipitées qui n'a, a priori, rien à voir. La recherche d'une nouvelle assiette s'impose sur la base de l'imperméabilisation ou de l'impact foncier ... ; cela recoupe les réflexions sur la nouvelle loi sur l'eau. Compte tenu des difficultés, on ne peut espérer qu'une nouvelle assiette de ce type soit mise en oeuvre très rapidement; d'où, l'intérêt de pouvoir commencer en répercutant une partie sur le prix de l'eau.

b) Les redevances pollutions existantes

Définies par la loi du 16 décembre 1964, ces redevances sont établies et perçues en fonction de la quantité de pollution produite par les personnes publiques et privées "un jour normal du mois de rejet maximal".

La redevance pollution domestique

Répercuté sur le **prix de l'eau** par le biais de la "contre-valeur", ce type de redevance trouve sa justification naturelle pour financer le traitement des eaux usées contenues dans les surverses unitaires. L'imbrication des pollutions produites par les eaux usées et les eaux de ruissellement peut donc justifier une majoration de la redevance pollution domestique (majoration du coefficient de collecte et/ou du coefficient d'agglomération). Mais cette solution suscite des critiques de principe, en ce qui concerne le traitement des eaux de ruissellement proprement dites, du fait de l'absence de lien direct entre le volume d'eau potable consommé et les volumes d'eaux de ruissellement à traiter.

Si l'on veut s'affranchir de cette répercussion sur le prix de l'eau pour les redevables domestiques, on peut envisager d'autres ressources, d'un type nouveau. On a deux orientations possibles : d'une part, taxer les superficies imperméabilisées nouvelles ou bien taxer les superficies imperméabilisées existantes. La première solution est, a priori, très peu rémunératrice, compte tenu du nombre de constructions et de m2 imperméabilisés par an, alors que la seconde permet une charge par habitant bien plus réduite. Par ailleurs, elle permet dans son principe un rattrapage du retard qui est bien conforme à la logique de la maîtrise des surverses unitaires dans les centres anciens, donc déjà bâtis.

c) Les redevances pollution d'un type nouveau - Les motivations

Le financement de la dépollution pluviale, par le biais des redevances pollution définies dans la loi de 1964, présente un certain nombre d'inconvénients, et on peut envisager de recourir à des ressources d'un type nouveau pour les raisons suivantes :

- o la répercussion du coût de la dépollution des eaux de ruissellement sur le prix de l'eau potable suscite des critiques de principe;
- o la nécessité d'approches globales, dans le domaine de l'assainissement pluvial qui intègrent les trois fonctions de dépollution, de prévention des inondations et de limitation des modifications de régime hydrologique, est compromise par la loi de 1964 qui dissocie les trois types de redevances correspondantes;

- o l'intérêt psychologique et politique de définir une assiette de redevances fondée sur les superficies imperméabilisées ne sera bien compris et partagé que si les recettes permettent de financer des ouvrages ayant des fonctions de dépollution et de limitation des débits à évacuer;
- o l'assiette de redevance pollution définie par la loi de 1964 fait référence au "jour normal du mois de rejet maximal". Cette notion est mal adaptée aux problèmes de pollutions "pluviales";
- o L'application du principe pollueur/payeur aux eaux de ruissellement pose le problème de l'identité du pollueur (exemple des parkings de grandes surfaces où on peut se demander si le pollueur est le propriétaire du véhicule ou le propriétaire du terrain ; exemple des superficies revêtues, contaminées par des dépôts secs et humides induits par des émissions à l'atmosphère provenant d'un autre établissement industriel);
- o le fait de se rattacher au seul cadre de la loi sur l'eau de 1964 risque, à terme, de rendre précaire la possibilité de passer d'une priorité de dépollution "pluviale" (pour lequel l'assiette de redevance est définie dans la loi) à un domaine élargi aux problèmes quantitatifs, du fait de l'anticonstitutionnalité de la loi de 1964 qui ne définit pas d'assiette en matière de modification du régime des eaux.

La taxation des superficies imperméabilisées nouvelles (figure 4)

Ce type de ressource appelle les remarques et questions suivantes:

- o pour les opérations immobilières importantes susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'imperméabilisation, on peut imaginer **de taxer ou de primer le bénéficiaire du permis de construire** (et/ou) de l'autorisation de lotissement, en fonction des solutions techniques prévues pour évaluer ou maîtriser les eaux de ruissellement. Dans une telle hypothèse, la **surface hors-oeuvre nette (S.H.O.N.)** a pu apparaître comme une unité d'oeuvre pratique pour servir d'assiette à une redevance "pluviale" de type responsable. Cette assiette étant déjà utilisée par les services chargés de l'instruction des permis de construire, l'établissement et le recouvrement d'une telle redevance pourraient s'en trouver facilités;
- o **Les seuils d'exonération** pour les opérations de faible importance pourraient être établis à partir des seuils retenus au titre des études d'impact, en ce qui concerne les autorisations de lotissement. Pour les permis de construire, on pourrait rechercher un

seuil suffisamment sélectif qui permettrait la perception directe des redevances par l'Agence;

o ce type de recette relativement limité, compte tenu **du faible nombre des redevables**, n'aurait pas vocation à financer la dépollution des rejets de temps de pluie existants;

o mais, avant d'envisager une telle recette, il convient de se demander pourquoi la fiscalité liée à l'urbanisme ne suffit pas pour maîtriser le ruissellement et en financer les pratiques préventives ou correctives :

- . taxe locale d'équipement,
- . taxe complémentaire à la TLE instituée au profit de la région Ile-de-France,
- . participation pour dépassement du coefficient d'occupation des sols,
- . versement pour dépassement du plafond légal de densité.

Enfin, il convient de souligner que dans les zones constructibles, le recours systématique à **une réglementation** qui imposerait que **le débit ruisselé après aménagement ne soit pas supérieur au débit naturel** permettrait de résoudre le problème. Il est en effet possible d'imposer au lotisseur de réaliser les ouvrages nécessaires à la rétention et la régulation des eaux pluviales.

INCITATION FINANCIERE PAR LA TAXATION DES SUPERFICIES IMPERMEABILISEES DRAINEES

4.

La taxation des superficies imperméabilisées existantes

Une telle solution présente l'avantage de concerner un grand nombre de redevables, donc une faible charge unitaire, et de permettre - par principe - de financer les équipements nécessaires dans les zones déjà

urbanisées. Les difficultés techniques et politiques d'une telle solution (le recours à une nouvelle loi serait nécessaire) ne doivent pas être sous-estimées.

Ce type de taxation existe dans certaines villes allemandes (exemple de MUNICH).

M. TENIERE-BUCHOT

Merci beaucoup. Je vais demander à Monsieur RENARD et à Monsieur TEILLOT de nous rejoindre sur l'estrade, de façon à pouvoir engager une petite discussion. L'impression générale qui résulte de ces différents exposés, c'est d'abord, qu'il y a réflexion. On ne part pas de zéro, pour aborder ces problèmes d'extension des dépenses actuelles en matière d'assainissement, d'épuration dues à la prise en compte du pluvial, tant sous ses aspects inondations que protection du milieu naturel ; ce qui était le cas avec les chiffres très importants avancés par Messieurs RENARD et TEILLOT, alors que Monsieur TRABUC s'est penché sur la seule préoccupation de protection du milieu naturel, sans trop tenir compte de l'aspect inondation.

Une préoccupation bien naturelle de la part d'une Agence Financière de Bassin, est d'essayer d'équilibrer la part (30 à 40%) de la contribution, et de rechercher la meilleure "taxation", soit à travers la taxe foncière et des redevances spécifiques, soit à travers des augmentations des coefficients multiplicateurs, soit à travers une répercussion sur le prix de l'eau qui peut d'ailleurs se combiner au principe précédent. Voilà en gros, le résumé de ce qui nous a été dit, je pense. Des questions, des interventions, des commentaires, des critiques, des indignations ?

M. DASSONVILLE

Monsieur le Président, j'ai une question à l'adresse de Monsieur TRABUC. Dans sa conclusion, Monsieur RENARD a nettement laissé entrevoir sa préférence vers la solution administrative à rechercher pour la mise en place d'actions. Il nous a dit que le cadre qui lui semble le plus approprié est le bassin versant. En tant qu'Elu, j'ai moi-même, autrefois, fait une expérience malheureuse de vouloir constituer un Syndicat Intercommunal de Bassin, il y a une quinzaine d'années, pour résoudre non pas des problèmes d'assainissement pluvial, mais tous les problèmes d'assainissement. Monsieur TRABUC nous dit, aujourd'hui, qu'à l'usage de surfaces imperméabilisées, on va lui demander un peu d'argent pour permettre d'aider des Maîtres d'ouvrage à réaliser des actions en faveur de l'assainissement pluvial. Je m'interroge, dans le cadre d'un Syndicat Intercommunal de Bassin Versant, qui va-t-on aider ? quel sera le Maître d'ouvrage qui bénéficiera des aides de l'Agence ? et je m'interroge, pour savoir si on ne risque pas de mettre en place un système, une France, à plusieurs vitesses, générateur de distorsions. Je pense que le problème est bien posé en Région Parisienne, mais a-t-on pensé dans ce phénomène de pollution du milieu naturel, d'impact de l'assainissement pluvial, aux régions montagneuses avec de fortes pentes,

Discussion sur les exposés de Messieurs D. RENARD, J.P. TEILLOT et P. TRABUC

où les eaux pluviales peuvent entraîner des apports en sels de déneigement très importants ? C'est un exemple. Je ne m'étendrai pas davantage. Ma question est celle-ci : quel serait le Maître d'ouvrage qui bénéficierait des aides de l'Agence dans la mise en place d'un dispositif d'aide pour la reconquête du milieu naturel après l'impact des eaux pluviales ?

M. TRABUC

Je crois que la réponse en matière d'aide aux travaux est assez simple : c'est celui qui aurait l'initiative de se porter Maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux. La réponse que je ne sais pas faire par contre, c'est en ce qui concerne les primes. On n'a pas approfondi la question suffisamment loin pour définir quels seraient les Maîtres d'ouvrage, bénéficiaires de primes. Je ne pense pas qu'il faille avoir un cadre trop rigide sur le choix des Maîtres d'ouvrage qui doivent être financés. En ce qui concerne le deuxième volet de votre intervention, sur les autres apports de polluants par les eaux de ruissellement, en particulier en montagne, je précise que nos approches concernent le milieu urbain actuellement.

M. DEUTSCH

J'ai deux remarques à faire sur chacun des deux exposés. D'abord concernant l'exposé de D. RENARD, j'avoue qu'il m'a un peu inquiété ; j'espère qu'il va me rassurer. La démarche qu'il a suivie, dans l'étude qu'il nous a présentée, est un peu calquée sur ce qui a été fait sur les problèmes d'épuration et de collecte des eaux usées. On sait très bien, et on l'a dit suffisamment hier, que le problème des eaux pluviales ne se pose pas exactement de la même façon. C'est loin d'être seulement un problème de collecte et de transport des eaux pluviales, un problème de grands équipements (bassins de retenue qui sont déjà des ouvrages importants), c'est aussi un problème de techniques alternatives qui peuvent aller jusqu'à la parcelle

privée. C'est pour cela que, d'une part, il me semble exagéré de dire brutalement que le problème doit se voir principalement au niveau d'un bassin versant ; je pense que les collectivités locales qui ont gardé, et augmenté leurs responsabilités en matière d'urbanisme, ont un rôle tout à fait important à jouer de ce point de vue là. Et, il me semble que la présentation en terme de ratios gomme un peu tout cet aspect "techniques alternatives", bien que dans sa conclusion, j'ai bien vu qu'il avait rajouté un troisième point sur ces techniques. Deuxième point, toujours sur cet exposé, à un moment il est question des "zones agglomérées d'urbanisation", en disant qu'il n'était pas considéré qu'il y ait de l'urbanisation nouvelle sur ces zones. Un exemple, en Seine-Saint-Denis, qui est incluse dans cette zone agglomérée d'urbanisation, la densification de la zone résidentielle que j'habite est un fait bien réel. Les villas sur des terrains de l'ordre de 1000 m² sont reprises par des promoteurs qui construisent des petits immeubles avec des zones imperméabilisées. C'est quelque chose de très important, et cette urbanisation là risque à terme de poser pas mal de problèmes, me semble-t-il, au niveau des eaux pluviales. Pour conclure sur cet exposé, simplement ce que je veux dire, autant il me semble intéressant d'avoir des chiffres globaux, tels ceux présentés, issus de cet étude, autant j'espère qu'une politique de lutte contre les inondations, et contre les rejets des réseaux d'assainissement, ne soit pas bâtie uniquement sur ces chiffres là.

M. RENARD

Je vais d'abord répondre sur la deuxième remarque. Je n'ai pas dit qu'il n'y aurait pas de nouveaux travaux d'assainissement liés aux nouvelles urbanisations dans la zone agglomérée dense de Paris et de la Petite Couronne, mais seulement, je voulais illustrer le fait qu'il y avait un déséquilibre entre les besoins de la Grande Couronne pour les urbanisations à venir et ceux de la Petite Couronne. Ce déséquilibre a été estimé à : - 0,3 Md F. pour Paris et Petite Couronne, - et 1,7 Md F. pour la Grande Couronne. L'effort sera prépondérant en Grande Couronne.

Pour la première remarque, et j'en profiterais pour répondre aussi à Monsieur DASSONVILLE, dans les conclusions de notre étude, nous n'avons pas été jusqu'à dire qu'il devrait être créé un Maître d'ouvrage à l'échelle du bassin versant. Il nous a semblé nécessaire de se doter d'un outil de concertation à l'échelle du bassin versant, parce que c'était la bonne échelle à laquelle il fallait analyser les problèmes de façon à mettre en oeuvre une solidarité.

Pour répondre à J.C. DEUTSCH, si on voit le problème du point de vue local, je prends une commune de situation intermé-

diaire dans le bassin versant, elle a des problèmes dus au ruissellement dans ce bassin, et sa réponse va être localement "je renforce mes réseaux, je vais mettre un tuyau de dimension plus grande". Si on raisonne à l'échelle du bassin versant, le renforcement d'ouvrage est une des solutions qui doit être comparée à d'autres solutions, quitte à aller rechercher la cause de cet accroissement de ruissellement, en ayant une action dans les parties amont de ce bassin versant. Donc, je pense que cet effort de concertation à l'échelle du bassin versant devrait favoriser à l'avenir la pénétration des techniques alternatives. Et par là, je n'entends pas seulement les bassins de retenue, mais la rétention du ruissellement à la source, avec l'infiltration ou le stockage au niveau même de l'impluvium.

M. DEUTSCH

Tu as répondu à ma question. Je m'interrogeais très exactement sur ce passage brutal, en disant que la responsabilité était à l'échelle du bassin versant. Quand tu me réponds : "il faut une concertation au niveau du bassin versant, entre tous les intervenants", je suis bien entendu tout à fait d'accord.

M. RENARD

Maintenant, mais cela n'engage que moi, je pense que cette concertation pourra se mettre en place que s'il y a une structure de type syndical à l'échelle du bassin versant.

M. TEILLOT

Je voudrais juste rajouter un mot pour dire qu'au niveau des enquêtes, on a très bien pu mettre en évidence cette notion de solidarité entre les différentes communes d'un bassin versant; certaines nous ont déclaré avoir des problèmes d'inondations dues à l'amont, ou dues à l'aval. Il faut qu'il y ait concertation.

M. DEUTSCH

La deuxième remarque concernait l'exposé de Monsieur TRABUC. Vous avez cité, dans votre exposé, les bassins d'orage en tant qu'éléments d'une politique de lutte contre la pollution des rejets des réseaux d'assainissement. Le vocabulaire n'est pas bien choisi, je ne sais pas trop ce que vous entendez par bassin d'orage; mais s'il s'agit des bassins d'orage qui sont liés aux déversoirs d'orage sur réseaux unitaires, et qui ont été développés en Allemagne pour traiter les premières eaux d'orage, je voudrais juste attirer l'attention sur le fait que, si effectivement, généralement les premiers flots d'orage sont extrêmement pollués, il

peut y avoir aussi de grosses pollutions en cours ou en fin d'événements pluvieux en fonction du débit. Il ne faudrait pas axer toute une politique uniquement sur ce type de pollution.

M. TRABUC

Je peux répondre. Effectivement, il s'agit des bassins d'orage sur réseaux unitaire à des fins de dépollution. Je crois cependant qu'on ne peut pas résumer leur fonction à une dépollution des premiers flots d'orage. Les bassins d'orage que j'ai visités en Allemagne sont conçus pour avoir des surverses en moyenne une fois par an.

M. MARCHAND

Moi, je n'ai pas de question à poser, mais j'ai une information sur l'analyse que vous avez faite du coût des bassins de rétention. J'apporte simplement une information locale. Nous avons réalisé, depuis 1974, 7 bassins de rétention des eaux d'orage en milieu urbain, souterrain, de l'ordre de 5.000 à 30.000 m³. Le prix moyen du m³ utile varie de 900 F à 1.500 F selon : - la nature du sous-sol, - le déplacement des réseaux, - la reconstitution du sol, ... A ce titre, nous allons publier un ouvrage avec la C.E.E. et le PORTUGAL (Laboratoire de Génie Civil de LISBONNE) sur des expériences portugaises dans ce domaine. Sur la révision du financement des eaux pluviales, je trouve que nous sommes au cœur d'un débat très important, puisque les collectivités supportent un accroissement de la demande; encore que certaines collectivités, dont la nôtre, ont un programme engagé depuis 20 ans, et qui devrait se poursuivre pour 20 ans de plus, ce qui correspond à peu près à vos chiffres. C'est une volonté politique, et il ne faut jamais penser que ces programmes ne sont pas remis en cause tous les 2 ans, à la fois dans les techniques et dans la persuasion des populations à accepter tel ou tel ouvrage. En ce qui concerne le financement, je ne suis pas certain que la taxation à la surface imperméabilisée soit la seule bonne solution, parce que vous avez montré un schéma très intéressant, lorsque vous dites que, sur un immeuble, vous répartirez la taxe au prorata des m² de plancher. Ce type de taxation risque de donner une forme d'urbanisme aux villes, et de réorienter les lois foncières (taxation des dépassements de C.O.S.). Je pense qu'il faudra des pondérations de cette nature pour éviter des villes toutes en hauteur. Je crois que ce n'est pas la bonne formule. Deuxième chose : actuellement, les eaux pluviales sont financées par les budgets, donc par l'impôt direct. Cet impôt direct qui pèse, c'est vrai, dans les programmes, est aussi source de D.G.F., à hauteur de 50%. Si vous introduisiez des modes de taxation qui n'induisent plus le mécanisme de la D.G.F. dans ce domaine,

ce serait des pertes graves dans les programmes. C'est une illusion de penser qu'on accroîtrait les ressources dans ce domaine là.

M. TENIERE-BUCHOT

Merci pour toutes ces remarques qui me paraissent extrêmement pertinentes. D'autres questions ?

M. TORTEROTOT

Je voudrais revenir sur l'exposé de Monsieur TRABUC et, notamment, sur les projections que l'on peut faire de programmes d'investissement. On a du mal à fixer des ordres de grandeur qui aient quelques précisions, mais il faut voir que si l'imprécision relative est forte, cela porte dans l'absolu sur des sommes énormes. On peut se poser la question : "comment fixer le degré d'investissement, que l'on peut traduire de façon simplifiée, par le degré de protection inondation ou pollution ?" Vous avez souligné, comme nous l'avions fait hier, les difficultés pour évaluer un certain nombre d'impacts. Devant l'énormité des investissements que l'on peut imaginer et de leur variabilité, ne pourrait-on pas imaginer de se poser des questions plus précises sur l'évaluation - même, sans qu'elle soit monétaire, des avantages de telles politiques et de leurs coûts ?

M. TRABUC

Il faut bien distinguer ce qui peut être une estimation prévisionnelle d'un programme, au niveau d'une Agence de Bassin par exemple, et qui, à mon avis, doit garder une certaine humilité, compte-tenu des diverses incertitudes qui pèsent, notamment en matière de décisions des Maîtres d'ouvrage. Ce n'est pas nous qui sommes les décideurs. Je dirais que cela dépendra de la politique de communication, de sensibilisation que nous mèneront avec tous les autres partenaires. On ne peut pas préjuger, à l'avance, de savoir si l'on va continuer plutôt au rythme actuel, ou si l'on va se rapprocher d'une politique allemande. En ce qui concerne le choix pour un Maître d'ouvrage donné, d'essayer d'optimiser ses investissements, je suis tout à fait d'accord; il faut approfondir les mécanismes de visualisation qui permettent un choix en toute connaissance de cause. Je ne sais s'il sera optimal, mais qu'il soit en tout cas lucide. D'ailleurs, à ce titre, j'en profite pour faire une "pub" sur un petit document bleu qui est à la disposition de ceux qui le souhaiteraient; c'est une tentative de synthèse pour une meilleure prise en compte des effets polluants des rejets en temps de pluie, donc avec ce souci de présenter aux décideurs les choix possibles.

M. HEMAIN

Je voudrais enfoncer le clou dans le sens de l'intervention de J.C. DEUTSCH, et en reprenant les conclusions de D. RENARD. Nous sommes sur un sujet très compliqué, très épineux, mais j'ai entendu des choses très effrayantes. D'une part, on manipule la notion de ratios avec une facilité déconcertante. Mais c'est tout à fait polémique et l'on ne va pas en discuter ici. Mais par contre, lorsque l'on voit l'importance des chiffres auxquels on arrive, quelle que soit la technique, l'importance du problème et la sensibilité qui existe à leurs égards, chiffres que l'Agence envisage de mettre en oeuvre sous réserve de ressources nouvelles, je me pose la question suivante : "la crainte que j'ai, c'est que nous raisonnons en partant d'un principe annexe, mais qui paraît tout à fait important, c'est que la dépollution, techniquement, on sait faire". Cela m'inquiète beaucoup, car j'ai l'impression qu'on oublie ce que D. RENARD dit dans sa conclusion, c'est qu'en fait, on a très peu de connaissances dans ce domaine là, et que l'on envisage des montants de travaux

avec des chiffres absolument "horrifiants", sans avoir de garanties sérieuses sur la réelle efficacité des ouvrages que l'on s'apprête à mettre en place. Compte-tenu des chiffres avancés, n'est-il pas actuellement souhaitable pour les Agences, de consacrer, pour partie très raisonnable, le montant de ces chiffres là, afin de financer des études sur les techniques de dépollution, sur leur amélioration, sur la connaissance des problèmes ?

M. TENIERE-BUCHOT

Merci bien. Je crois que votre inquiétude est sûrement légitime; quant à la mauvaise connaissance que nous avons, on doit rester tout à fait modeste à cet égard. Financer des études, tout à fait d'accord. Nous le faisons déjà, mais nous pouvons intensifier les montants que nous consacrons aux études et nous en avons tout à fait l'intention. Je parle là, tout aussi bien au nom de l'Agence de Bassin Seine-Normandie qu'au nom de mes collègues des autres Agences. Les montants sont "horrifiants" dites-vous, oui; mais, en Allemagne fédérale, le prix de

l'eau, car il faut bien en arriver là à un moment donné, est le même, au point de vue numérique, sauf que ce sont des Deutschs marks, et non des Francs. Il y a là un rapport de 1 à 2,7 qui nous pose problème, à nous spécialistes des millions et des milliards. C'est vrai que nous sommes modestes, quant à nos connaissances techniques, mais nous sommes extrêmement modestes aussi, actuellement, quant à nos dépenses.

Je prie Madame A. MARES de venir nous rejoindre ici à l'estrade, ainsi que Monsieur J. AMORY. Nous allons écouter successivement deux interventions relativement courtes. Le premier flash est présenté par Monsieur AMORY : Quel est le poids de ces équipements sur les finances locales et l'évolution de ces coûts d'équipement ? A la suite de quoi, je vous propose d'avoir une petite discussion sur cette présentation. Dans la dernière partie de cette matinée, Madame A. MARES, que je présenterai tout à l'heure, interviendra sur les expériences qu'elle a pu mener dans un certain nombre de pays africains.